



Compte rendu du CTL du 23/04/2018

Vos élus se sont étonnés lorsqu'ils ont pris connaissance de l'ordre du jour du CTL du 23/04 qui a été convoqué sur des sujets importants mais récurrents : tableau de bord de veille sociale, DUERP, bilan de la formation professionnelle, ... comme si rien d'exceptionnel n'allait se passer dans notre département cette année.

Or, au dernier collège des cadres, le directeur a annoncé un plan de restructuration du réseau inédit par son ampleur. **6 structures vont fermer : SFP Montbrison et les trésoreries de Bourg Argental, ST Bonnet le Château, Renaison, St Symphorien de Lay et Firminy Hospital, sans compter les nombreux transferts de missions.** Cette annonce a été faite sans même que les agents de ces postes n'aient été avertis, pas plus que leurs représentants. Cette manière de communiquer instaure de fait « une sous-catégorie de personnel » jugée inapte à recevoir l'information en temps réel. Ceci traduit un mépris des agents et un manque de courage de notre direction locale d'aller à la rencontre des personnels. Ainsi, depuis le 08/02 les collègues de la Trésorerie de Firminy hospitaliers ont été avertis par nos soins de la suppression de leur poste mais la direction n'a pas cru devoir les rencontrer jusqu'à présent !!!

FO DGFIP 42 s'insurge contre cette manière de procéder et bien évidemment contre un repli sans précédent de notre réseau. Il est à craindre qu'**une telle volumétrie de fermetures soient réitérés désormais chaque année** : les postes SPL non siège de communautés de communes sont sur la sellette, les SIP en raison de la suppression de la TH, les SPF (1 par département)...

Le **défenseur des droits**, Jacques TOUBON, dans son rapport du 11/04/2018 constate que « les maux de la société sont nombreux » et que « **le pays souffre notamment d'un retrait des services publics** ».

Malgré ce constat, les fermetures de postes se multiplient au détriment du service public offert aux usagers et des conditions de vie et de travail des agents !!!

M CLERGET a annoncé qu'il irait à la rencontre des élus et des agents victimes des restructurations courant mai. Si a priori les collègues devraient être réaffectés dans des conditions plus ou moins acceptables, il a reconnu qu'il en serait hélas tout autrement pour les années à venir avec des fermetures massives et des milliers de suppressions d'emplois au niveau national. En conséquence, vos élus ont décidé de boycotter le CTL après la lecture d'une déclaration liminaire intersyndicale.

NON AUX FERMETURES DE POSTES ET AUX SUPPRESSIONS DE NOS MISSIONS !!!